



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 8 juin 2016 — N° 183

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Souligner le début du Ramadan 2016.*
- Le député de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Hommage à madame Nicole Thériault.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Souligner les performances sportives de Rosalie Lalonde.*
- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la Maison de la Famille de la Vallée-du-Richelieu.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Souligner la Journée mondiale de l'océan.*
- La députée d'Hochelega-Maisonnette sur le sujet suivant : *25^e anniversaire de la Fondation des Aveugles du Québec.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner la remise du prix Francine Ruest-Jutras à Mme Caroline St-Hilaire.*
- La députée d'Arthabaska sur le sujet suivant : *Le cinquantième anniversaire de l'École nationale du meuble et de l'ébénisterie.*
- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire des Éleveurs de porcs du Québec.*
- Le député de Gaspé sur le sujet suivant : *Hommage à la carrière de monsieur Paul Daraïche.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 100, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 2) **Projet de loi n° 49**
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

- 3) **Projet de loi n° 53**
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 7) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 8) Projet de loi n° 79
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 9) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**

- 10) Projet de loi n° 86**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 11) Projet de loi n° 96**
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 12) Projet de loi n° 98**
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel
Présenté par la ministre de la Justice le **11 mai 2016**
- 13) Projet de loi n° 99**
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le **3 juin 2016**
- 14) Projet de loi n° 100**
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi
Présenté par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports le 12 mai 2016
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 31 mai 2016
Vote reporté le **7 juin 2016**
- 15) Projet de loi n° 102***
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et modifiant d'autres dispositions législatives notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **7 juin 2016**

* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 16) Projet de loi n° 103**
Loi visant à renforcer la lutte contre la transphobie et à améliorer notamment la situation des mineurs transgenres
Présenté par la ministre de la Justice le 31 mai 2016
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **7 juin 2016**
- 17) Projet de loi n° 104**
Loi visant l'augmentation du nombre de véhicules automobiles zéro émission au Québec afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **2 juin 2016**
- 18) Projet de loi n° 106***
Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles **7 juin 2016**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

Étude détaillée en commission

- 19) Projet de loi n° 70**
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **10 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

- 20) Projet de loi n° 87**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 21) Projet de loi n° 92**
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 6 avril 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 17 mai 2016
Principe adopté le **26 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 22) Projet de loi n° 101**
Loi donnant suite aux recommandations de la Commission Charbonneau en matière de financement politique
Présenté par la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le 12 mai 2016
Principe adopté le **24 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **25 mai 2016**

Prise en considération de rapports de commissions

23) Projet de loi n° 81

Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 24 novembre 2015

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 15 mars 2016

Principe adopté le 17 mai 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le **26 mai 2016** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

24) Projet de loi n° 59

Loi apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (*titre modifié*)

Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015

Principe adopté le 19 novembre 2015

Rapport de la Commission des institutions adopté le **7 juin 2016**

25) Projet de loi n° 64

Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le 3 décembre 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 13 avril 2016

Principe adopté le 10 mai 2016

Rapport de la Commission des institutions adopté le 31 mai 2016

Reprise du débat ajourné au nom du député de Beauce-Nord le **7 juin 2016**

- 26) Projet de loi n° 75**
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 23 février 2016
Principe adopté le 12 avril 2016
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **7 juin 2016**
- 27) Projet de loi n° 83**
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1^{er} décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 8 mars 2016
Principe adopté le 15 mars 2016
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le **7 juin 2016**
- 28) Projet de loi n° 97**
Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite applicables aux employés du secteur public
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 11 mai 2016
Principe adopté le 18 mai 2016
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **31 mai 2016**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 29) Projet de loi n° 190**
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 30)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 34)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 35)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 36)** Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 37)** Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 38)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

- 39) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 42) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 43) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 44) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 45) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 46) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 47) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

- 48) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d’alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 49) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 50) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d’alcool afin de créer un permis d’agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 51) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 52) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 54) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d’Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d’Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

- 57)** Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 58)** Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 59)** Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 60)** Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 61)** Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 62)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 63)** Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations)
déposé le 23 septembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le
7 juin 2016

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 64)** Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 65)** Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 66)** Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 67)** Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 68)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 69)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 70)** Projet de loi n° 218
Loi concernant la Ville de Chibougamau
Présenté par le député d'Ungava le **11 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 71)** Projet de loi n° 219
Loi concernant la Ville de Sherbrooke
Présenté par le député de Saint-François le **12 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mandat conféré par une loi

- Procéder à l'étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale et, à cette fin, entendre la Commission de la représentation électorale (avis donné le 1^{er} juin 2016).

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère des Transports du Québec et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Réseau routier : inspection et planification de l'entretien des structures ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 218**, Loi concernant la Ville de Chibougamau (mandat confié le 11 mai 2016).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant la Ville de Sherbrooke (mandat confié le 12 mai 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – santé.
- Fonds de recherche du Québec – société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement activistes pour l'inclusion Québec.
- Étudier le processus ayant mené à la vente des actions de RONA par Investissement Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi donnant suite aux recommandations de la Commission Charbonneau en matière de financement politique (mandat confié le 24 mai 2016).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 98**, Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel (mandat confié le 24 mai 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Cahier de consultation sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2017-2019 (mandat confié le 3 juin 2016).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 26 mai 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 178) M. Traversy (Terrebonne) – **27 avril 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Nous avons été informés d'une augmentation de 30 % des frais des analyses au laboratoire du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour les partenaires du Réseau de surveillance volontaire des lacs (RSVL). Il s'agit du nouveau tarif fixé pour les partenaires du MDDELCC : associations de riverains, organismes de bassins versants, chercheurs universitaires, etc. Pour une reprise de prélèvements d'eau, les coûts de participation au RSVL passeront de 282 \$ à 372 \$ par station pour la saison 2016, soit une augmentation de près de 100 \$.

L'internalisation des coûts de laboratoire est un coup dur pour les partenaires, puisque le réseau est basé sur le bénévolat des groupes qui y participent. Lorsque le Ministère ne chargeait pas la totalité des coûts aux partenaires, un signal leur était envoyé pour souligner la valeur de leur contribution.

Plusieurs associations de riverains et organismes de bassins versants s'inquiètent à propos du fait que cette tarification accrue mettra en péril l'échantillonnage prévu en 2016 et pour les années subséquentes. Ce coup dur se conjugue aux coupes d'environ 10 % effectuées dans le soutien à la mission des organismes de bassins versants et par l'abolition du programme de sensibilisation aux algues bleu-vert. Ces actions affaiblissent un peu plus chaque jour la protection environnementale de nos ressources en eau, mais également tous les autres usages économiques, sociaux, culturels et récréotouristiques de nos lacs.

Rappelons enfin l'entrée en vigueur, en octobre 2015, de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, qui s'appuie sur le principe d'internalisation des coûts, lequel vise à décourager les activités nuisibles et à encourager les activités désirables pour l'environnement. Or, par l'augmentation des frais d'analyse au laboratoire du MDDELCC, on décourage une activité désirable pour la protection de nos lacs.

- Quels sont les motifs expliquant une hausse de 30 % des frais d'analyse au laboratoire du MDDELCC en 2016?
- Quelle est l'évolution de la part des coûts assumée par les partenaires au cours des 5 dernières années?
- Le MDDELCC s'est-il penché sur d'autres sources de financement que la tarification accrue des partenaires?

181) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 6 mai 2015, lors de l'étape de l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques justifiait le report de deux ans (au 24 avril 2017) de l'adoption d'un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides de la manière suivante :

« [...] Nous espérons être en mesure de déposer un projet de loi l'automne prochain qui va moderniser véritablement le régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement et, par le fait même, avoir un effet bénéfique sur la protection des milieux humides.

[...] Nous avons déjà commencé le travail pour en venir à un projet de loi sur la protection des milieux humides, mais nous croyons que nous devons intégrer tous les éléments nécessaires à avoir un régime complet, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde agricole, un régime qui tiendra compte des préoccupations du milieu forestier, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde des transports, Monsieur le Président, et surtout un régime qui tiendra compte également des préoccupations du monde municipal.

[...] Or, dans le cadre de ce travail-là, qui va s'échelonner sur plusieurs années, il y aura un vaste chantier sur l'environnement. Il est important d'intégrer les préoccupations du monde municipal, qui est souvent aux prises avec la question de protection des milieux humides. Il est important de travailler en collaboration et d'intégrer la démarche entreprise par le ministre des Affaires municipales à notre réflexion et, ultimement, au produit final, qui sera un projet de loi sur la protection des milieux humides. »

Or, plus d'un an après l'entrée en vigueur de la loi 32, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a toujours pas déposé de projet de loi donnant suite au Livre vert sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il n'a pas non plus pris de nouvel engagement quant à un éventuel nouvel échéancier.

Le 19 avril 2016, lors de l'étude des crédits 2016-2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire s'est fait questionner sur l'état d'avancement des travaux à l'égard du régime d'autorisation pour les milieux humides. Le ministre a confirmé qu'aucun avancement n'avait été fait depuis un an et qu'aucun suivi n'avait été donné à la loi 32, et ce, à un an de l'échéancier du 24 avril 2017.

Compte tenu des pertes majeures de milieux humides dans la vallée du Saint-Laurent et de l'importance de protéger ces milieux naturels dans une perspective de préservation de la biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire est capitale et requiert, de la part des deux ministres, des clarifications et des engagements quant à la probabilité de respecter l'échéancier du 24 avril 2017.

- Est-ce que le ministre peut renouveler son engagement du 6 mai 2015 pour que soit adopté un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides avant le 24 avril 2017?
- Est-ce que le ministre peut renouveler son engagement du 6 mai 2015 et agir de façon concomitante du dépôt d'un projet de loi sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement avant le 24 avril 2017?

182) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**
 Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Le 6 mai 2015, lors de l'étape de l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques justifiait le report de deux ans (au 24 avril 2017) de l'adoption d'un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides de la manière suivante :

« [...] Nous espérons être en mesure de déposer un projet de loi l'automne prochain qui va moderniser véritablement le régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement et, par le fait même, avoir un effet bénéfique sur la protection des milieux humides.

[...] Nous avons déjà commencé le travail pour en venir à un projet de loi sur la protection des milieux humides, mais nous croyons que nous devons intégrer tous les éléments nécessaires à avoir un régime complet, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde agricole, un régime qui tiendra compte des préoccupations du milieu forestier, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde des transports, Monsieur le Président, et surtout un régime qui tiendra compte également des préoccupations du monde municipal.

[...] Or, dans le cadre de ce travail-là, qui va s'échelonner sur plusieurs années, il y aura un vaste chantier sur l'environnement. Il est important d'intégrer les préoccupations du monde municipal, qui est souvent aux prises avec la question de protection des milieux humides. Il est important de travailler en collaboration et d'intégrer la démarche entreprise par le ministre des Affaires municipales à notre réflexion et, ultimement, au produit final, qui sera un projet de loi sur la protection des milieux humides. »

Or, plus d'un an après l'entrée en vigueur de la loi 32, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a toujours pas déposé de projet de loi donnant suite au Livre vert sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il n'a pas non plus pris de nouvel engagement quant à un éventuel nouvel échéancier.

Le 19 avril 2016, lors de l'étude des crédits 2016-2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire s'est fait questionner sur l'état d'avancement des travaux à l'égard du régime d'autorisation pour les milieux humides. Le ministre a confirmé qu'aucun avancement n'avait été fait depuis un an et qu'aucun suivi n'avait été donné à la loi 32, et ce, à un an de l'échéancier du 24 avril 2017.

Compte tenu des pertes majeures de milieux humides dans la vallée du Saint-Laurent et de l'importance de protéger ces milieux naturels dans une perspective de préservation de la biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire est capitale et requiert, de la part des deux ministres, des clarifications et des engagements quant à la probabilité de respecter l'échéancier du 24 avril 2017.

- Est-ce que le ministre a transmis à son collègue de l'Environnement les observations et recommandations du monde municipal et de son ministère pour donner suite à la loi 32? Sinon, quel est son échéancier?
- Est-ce que le ministre peut rendre publics les résultats obtenus par le chantier sur l'environnement de la réforme du monde municipal, et ce, à l'égard de la protection des milieux humides?

183) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Depuis 2001-2002, les rapports annuels de gestion de votre ministère sont normalisés et le chapitre 3, « Utilisation des ressources », contient les données sur les ressources humaines, budgétaires et financières de l'année.

Toutefois, il est impossible d'établir avec précision l'évolution du budget de votre ministère. En effet, les ajouts et retraits de secteurs sous la responsabilité de votre ministère rendent l'exercice de compilation comptable hasardeux, voire impossible. Le transfert au MFFP des activités fauniques et des parcs est la dernière illustration de ce genre. Il est nécessaire de rendre la comparaison significative.

C'est d'autant plus vrai que le ministère a ajouté à sa mission originelle de protection de l'environnement celles du développement durable, de la préservation de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques.

En somme, une compilation détaillée de l'évolution du budget ministériel depuis 10 ans est nécessaire. La direction du budget de votre ministère est sûrement en mesure de produire les tableaux qui permettent d'éclairer les citoyens et les élus sur l'évolution à long terme des ressources humaines, budgétaires et financières de votre ministère.

- Le MDDELCC peut-il rendre publique une compilation détaillée et comparable des ressources humaines, budgétaires et financières des 10 dernières années?
- Le MDDELCC peut-il faire les ajustements nécessaires dans le prochain rapport annuel de gestion?

184) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **31 mai 2016**
Au ministre de la Sécurité publique

La région de Val-d'Or, comme plusieurs autres, fait face à des enjeux particuliers liés aux populations vulnérables, comme l'ont démontré récemment plusieurs reportages. Le ministre de la Sécurité publique est d'ailleurs intervenu afin d'indiquer les mesures réparatrices qu'il comptait mettre en place pour venir en aide aux personnes victimes d'abus intolérables dans notre société. Dans ce contexte, tout le monde s'entend pour dire que soutenir les initiatives des organismes communautaires qui proposent des actions de prévention apparaît non seulement souhaitable, mais prioritaire. Il est toujours préférable d'agir en amont, sur les causes, plutôt que de réparer les conséquences.

Le ministre de la Sécurité publique peut-il indiquer les raisons qui l'empêchent d'autoriser l'attribution de l'ancien hôtel « Château Inn » de Val-d'Or, saisi en vertu de la Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales, aux intervenants communautaires de la région en vue d'y réaliser un projet d'hébergement pour les personnes vulnérables, sachant que 20 unités d'habitation ont d'ores et déjà été autorisées par la Société d'habitation du Québec et que la Ville de Val-d'Or s'est engagée à soutenir financièrement ce projet?

185) Mme David (Gouin) – **2 juin 2016**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Dans le dernier budget du gouvernement, il est indiqué que le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministre des Finances annonceront la création d'un comité d'experts qui fera l'évaluation des mécanismes liés aux principes d'un revenu minimum garanti. Considérant que par le passé cette idée a été défendue tant par Milton Friedman que par Michel Chartrand, tant par Paul Krugman que Friedrich Hayek et tant par le Basic Income Earth Network (BIEN) que l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS), nous croyons important que ce comité soit représentatif des différentes tendances sur le sujet.

Les ministres de l'Emploi et de la Solidarité sociale et des Finances peuvent-ils nous nommer les experts qui siégeront sur le comité dont il est question plus haut? Peuvent-ils nous dire si les partis d'opposition pourront suggérer des noms? Peuvent-ils nous dire si le comité sera paritaire?

186) Mme D'Amours (Mirabel) – **3 juin 2016**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec est un rouage important pour le secteur agricole du Québec. La Régie a été rencontrée par la Commission de l'administration publique le 8 septembre 2015. Au cours de cette audition publique, les parlementaires ont constaté de nombreuses lacunes chez cet organisme, tel qu'un plan stratégique échoué depuis 6 ans, des objectifs non rencontrés et des délais de traitement des demandes déraisonnables.

Les délais de traitement des demandes adressées à la Régie sont un enjeu majeur pour le secteur agricole. Des dossiers importants ont été déposés devant la Régie il y a maintenant plus d'un an. Dans son dernier rapport annuel, celle-ci rapportait des délais moyens de traitement interne des demandes de 307 jours pour 2014-2015. À cela s'ajoute une croissance de 22 jours de délais de production des décisions en 2013-2014 et de 62 jours en 2014-2015, soit près de 3 fois plus qu'un an auparavant.

Étant donné l'importance stratégique de la Régie pour le développement de l'agriculture, quelles actions le ministre de l'Agriculture a-t-il posées pour réduire les délais de traitement interne et de production des décisions? Comment le ministre entend-il assurer que la Régie maintienne un délai raisonnable de traitement interne des demandes? Quand le ministre entend-il déposer le nouveau plan stratégique de la Régie?

187) Mme D'Amours (Mirabel) – **3 juin 2016**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le 1^{er} décembre 2015, la demande d'accès à l'information suivante a été adressée à la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) :

(...), la liste et le détail de tous les documents concernant le pôle logistique de Vaudreuil-Soulanges :

Depuis janvier 2012 :

- Liste et copie des correspondances entre la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) et le ministre de l'Agriculture
- Liste et copie des correspondances de la CPTAQ
- Plans des zones concernées
- Détails sur les zones agricoles concernées
- Études d'impact
- Avis produits
- Documents fournis au ministre de l'Agriculture
- Rapports et/ou comptes rendus et/ou procès-verbaux de consultations
- Tous autres documents relatifs au pôle logistique

En réponse à cette demande, la CPTAQ a refusé de nous communiquer l'avis produit à la demande du ministre. De plus, aucun autre document ne m'a été fourni car ils étaient, selon la CPTAQ, des esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires, des notes personnelles inscrites sur un document, et autres documents du même genre.

Lors de l'interpellation qui a eu lieu le 6 novembre 2015, le ministre a mentionné avoir reçu un avis incomplet de la CPTAQ au cours de l'été et avoir demandé à celle-ci d'effectuer le travail nécessaire. Il a ensuite affirmé : « J'attends l'avis final de la Commission, et lorsque l'avis final sera connu, je le ferai connaître à l'ensemble de la population ».

Nous sommes maintenant plus de 5 mois plus tard et l'avis n'a toujours pas été déposé.

Est-ce que le ministre entend déposer bientôt l'avis produit par la CPTAQ concernant le pôle logistique de Vaudreuil-Soulanges? Si cet avis n'est toujours pas disponible, quand le ministre entend-il recevoir cet avis et s'engage-t-il à le déposer immédiatement à l'Assemblée nationale? Si tel est le cas, pour quelle raison est-ce que cet avis n'est toujours pas disponible?

188) Mme D'Amours (Mirabel) – **3 juin 2016**

À la ministre responsable du Travail

Le Québec produit plus de 50 % de l'ensemble des fraises produites au Canada. C'est 10 000 tonnes de fraises qui sont cueillies annuellement au Québec. Ces producteurs de fraises, et ceux de plusieurs autres productions agricoles, ont embauché plus de 9 000 travailleurs agricoles temporaires en 2014. Ces travailleurs viennent du Mexique, du Guatemala, des Antilles et du Honduras.

Les travailleurs agricoles temporaires sont une force de travail importante pour les producteurs agricoles. Au Québec, les producteurs agricoles fournissent, entre autres, un logement gratuit à ces travailleurs. Les règles du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS), qui encadrent le recrutement de travailleurs étrangers, permettent aux producteurs de retenir à la source 2,21 \$ par jour pour les services publics.

D'ailleurs, les producteurs de presque partout au Canada font cette retenue à la source. Ce n'est cependant pas le cas au Québec, car la Loi sur les normes du travail ne permet de déduire que des frais de logement; il ne permet pas d'en déduire pour les services publics.

Selon l'Association des producteurs de fraises et framboises du Québec, ce prélevé pour les services publics représenterait au moins 1 million de dollars de plus pour les entreprises du Québec. Il est important de comprendre que dans la production agricole, les marges de profit sont faibles et la compétition féroce. Les entreprises du Québec doivent se démarquer de celles des autres provinces, spécialement de l'Ontario, pour vendre leurs produits. Ce manque à gagner leur donne une marge de manœuvre encore plus faible comparativement à ces entreprises.

Considérant l'importance des travailleurs agricoles temporaires pour la production agricole du Québec, l'ampleur de la charge liée aux logements et le fait que le PTAS devrait permettre en principe de faire une retenue à la source pour les frais de service, ce que la majorité des provinces du Canada font, est-ce que la ministre entend modifier les normes de travail québécoises afin de permettre aux entreprises agricoles d'effectuer ce prélevé à la source pour les services?

- 189) M. Traversy (Terrebonne) – **7 juin 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Dans le cadre du Programme de soutien à la mission des organismes nationaux (PSM-N), le gouvernement s'est engagé à remettre une aide financière aux organismes communautaires en environnement. Un tel financement leur permet de mieux remplir leur mission environnementale et de développement durable. Grâce à ce financement stable et récurrent, les groupes communautaires en environnement pouvaient consacrer leurs efforts à des actions de protection de l'environnement et de promotion du développement durable.

Or, depuis 2013, le gouvernement n'a pas reconduit les ententes triennales de soutien à la mission des organismes nationaux. Si des ententes ont été renouvelées à la pièce, elles l'ont été à différents moments dans l'année et avec des montants réduits en 2015.

Toujours en 2013, un comité multipartite sur le financement des groupes environnementaux avait été mis sur pied pour faire avancer les balises de reconnaissance des groupes et pour leur donner un financement prévisible. Il était composé du cabinet du ministre, d'une équipe de travail relevant d'un sous-ministre adjoint du ministère, et de représentants des groupes environnementaux. Depuis avril 2014, toutefois, ce comité ne se réunit plus, malgré les demandes des groupes environnementaux.

1. Quand le gouvernement compte-t-il consulter les groupes communautaires en environnement dans le cadre d'un comité multipartite pour lancer un nouveau programme de soutien à la mission des groupes environnementaux?

Bien qu'il existe certains programmes de financement par projet, ceux-ci ne permettent pas d'atteindre les objectifs susmentionnés, comme pourrait le faire un programme de financement à la mission. À l'inverse des organismes de bassin versant et des conseils régionaux de l'environnement, les autres organismes d'action communautaire autonome en environnement ne bénéficient pas d'un soutien bonifié et récurrent suivant un échéancier prévisible.

Les groupes environnementaux sont de véritables courroies de transmission entre les politiques gouvernementales et l'action citoyenne. Leurs efforts sont essentiels aux niveaux local, régional et national pour concrétiser les engagements du gouvernement du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques.

2. Quand un programme récurrent de soutien à la mission des groupes environnementaux sera-t-il mis à jour et bonifié? Quel est l'échéancier prévu par le gouvernement?

Depuis le 1er avril 2016, les organismes d'action communautaire autonome en environnement sont dans le flou. Les impacts financiers sont bien réels et ils menacent aujourd'hui la survie de ces organismes. En attendant le rétablissement d'un programme de soutien à la mission des groupes environnementaux, les organismes ont besoin d'un financement comparable aux ententes précédentes.

3. Peut-on espérer un versement pour soutenir la mission des groupes environnementaux d'ici la fin de l'été 2016?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 7 juin 2016
Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l’Autorité des marchés publics – *ministre responsable de l’Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor.*
- b) 7 juin 2016
Loi visant à accroître la compétence et l’indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d’accorder certains avantages à des témoins collaborateurs – *ministre de la Sécurité publique.*
- c) 7 juin 2016
Loi accordant le statut de capitale nationale à la Ville de Québec et augmentant à ce titre son autonomie et ses pouvoirs – *ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d’intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique – *ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport.*
- bb) Loi modifiant la Loi sur la gouvernance des sociétés d’État afin de favoriser la présence de jeunes au sein des conseils d’administration des sociétés d’État – *député de Sainte-Rose.*